

EUROOPA PARLAMENT

2004



2009

Eelarvekomisjon

2004/0151(COD)

26.7.2005

ARVAMUS

Esitaja: eelarvekomisjon

Saaja: kultuuri- ja hariduskomisjon

Ettepanek võtta vastu Euroopa Parlamendi ja nõukogu otsus toetusprogrammi rakendamise kohta Euroopa audiovisuaalsete toodete sektoris (MEDIA 2007) (KOM(2004)0470 – C6-0093/2004 – 2004/0151(COD))

Arvamuse koostaja: Brigitte Douay

PA_Leg

JUSTIFICATION SUCCINCTE

Dans sa communication sur les perspectives financières 2007-2013¹, la Commission propose d'insérer le nouveau programme "Media 2007" dans la rubrique 3, citoyenneté, cette rubrique bénéficie d'une allocation de 24 705 millions EUR. Le programme Media fait partie du secteur consacré à la promotion de la culture et de la citoyenneté européenne, qui représente 15% de l'enveloppe globale.

PROPOSITION DE LA COMMISSION

En juillet 2004 la Commission a présenté une proposition de décision du Parlement européen et du Conseil portant sur la mise en œuvre d'un programme de soutien au secteur audiovisuel européen (Media 2007) (COM(2004) 470 final)², qui rassemblera les actuels programmes Media Plus et Media Formation.

Le nouveau programme aura comme principaux objectifs de préserver et de mettre en valeur la diversité culturelle européenne et son patrimoine cinématographique et audiovisuel; d'accroître la circulation des œuvres audiovisuelles; de renforcer la compétitivité du secteur.

Le programme prendra en compte les quatre priorités transversales suivantes:

- l'encouragement à la création dans le secteur audiovisuel, ainsi qu'à la connaissance et à la diffusion du patrimoine cinématographique et audiovisuel européen;
- le renforcement de la structure de production, en particulier des PME;
- la réduction des déséquilibres au sein du marché entre les pays à forte capacité de production et les pays à plus faible capacité;
- l'accompagnement des évolutions du marché en matière de numérisation.

Le programme vise à la simplification de l'intervention communautaire qui comprendra deux phases:

1. Preproduction: Cette phase comprend les volets formation et développement. Le soutien se fera principalement par le biais de subventions aux projets de formation à valeur ajoutée européens et à des sociétés de production indépendantes pour le développement de projets individuels en facilitant l'accès des petites et moyennes entreprises à MEDIA 2007.

2. Post production: Cette phase comprend les volets distribution et promotion. Le soutien à la phase distribution reste une priorité pour la consolidation du marché unique européen et le développement de ce secteur. En ce qui concerne le volet promotion il faut toutefois souligner que la Commission n'a pas reconduit la référence aux manifestations commerciales et aux festivals audiovisuels parmi les activités comprises, qui est contenue dans la décision actuellement en vigueur.

¹ COM(2004) 487 final.

² OJ C 012, 18.1.2005, p. 25.

La Commission propose un renforcement considérable du secteur audiovisuel avec une enveloppe financière globale de 1055 millions EUR répartis comme suit:

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	TOTAL
C.Engagement	105	112	133	150	171	184	200	1.055
C.Payement	70,493	108,119	121,877	152,945	192,217	200,497	208,852	1.055

Dans cette enveloppe globale un total de 969,754 millions EUR sera destiné aux dépenses opérationnelles et 85,2 millions EUR seront consacrés à des dépenses administratives, parmi lesquels 76,8 millions EUR contribueront au financement de l'agence exécutive de l'éducation et la culture.

Le programme Media Plus bénéficie d'une allocation de 453 millions¹ EUR et Media Formation de 59,4 million² EUR. Au total, la Commission propose une augmentation d'environ 51,3% pour le futur programme.

Le niveau de cofinancement communautaire ne peut pas dépasser 50%, mais peut néanmoins atteindre 75% dans certains cas bien définis.

La Commission déléguera la gestion du programme à l'agence exécutive.

COMMENTAIRES

Le rapporteur pour avis accueille favorablement la proposition de la Commission, notamment en ce qui concerne la simplification, et demande par conséquent que la Commission veille à la transparence et à la cohérence dans la mise en œuvre du programme.

En sus des mesures innovantes présentées par la Commission, le rapporteur formule les propositions suivantes:

1. Concernant le volet "Formation", le rapporteur se félicite des mesures visant à favoriser la mobilité en Europe des étudiants et des professionnels grâce aux bourses de mobilité à destination des nouveaux Etats membres, mais considère néanmoins que cette mobilité devrait être ouverte aux professionnels de tous les États Membres.
2. Il faut souligner que le montant indiqué à l'article 2 doit être considéré comme purement indicatif jusqu'à ce qu'un accord soit conclu sur les perspectives financières. A ce sujet des amendements au projet de résolution et à cet article 2 sont proposés.
3. Compte tenu des objectifs du programme MEDIA 2007 de faciliter l'accès des PME au

¹ 350 millions EUR + 103,6 millions EUR, ajustement élargissement- Décision N° 846/2004.

² 52 millions EUR + 7,4 millions EUR, ajustement élargissement- Décision N° 845/2004.

programme, une simplification des procédures est proposée, afin de les rendre plus souples et de prendre en compte les besoins spécifiques de ce secteur fragile¹. Un nouveau paragraphe 9.3 bis) est proposé.

4. Afin d'assurer une procédure efficace, il faudra poursuivre l'approche habituelle de la commission des budgets qui privilégie la procédure consultative. Dans ce sens un amendement à l'article 11 est proposé. Il s'agit d'un amendement horizontal qui affecte aussi les articles 10(2), 15, et le point 1.1 du titre 2 de l'annexe.
5. Enfin, il est important d'assurer le contrôle démocratique au travers d'un suivi et d'une évaluation du programme adéquats. Cinq amendements sont proposés à cet égard: à l'article 10 paragraphe 2 [nouveaux points (d) bis et (d) ter] et paragraphe 3 (bis) ainsi qu'à l'article 14.

MUUDATUSETTEPANEKUD

Eelarvekomisjon palub vastutaval kultuuri- ja hariduskomisjonil lisada oma raportisse järgmised muudatusettepanekud:

Õigusloomega seotud resolutsiooni projekt

Muudatusettepanek 1
Lõige 1 a (uus)

- 1 a) rõhutab, et õigusloomega seotud ettepanekus 2006. aasta järgseks perioodiks määratud assigneeringud sõltuvad järgmise mitmeaastase finantsraamistiku kohta tehtavast otsusest;***

Muudatusettepanek 2
Lõige 1 b (uus)

- 1 b) kutsub komisjoni üles vajadusel esitama ettepanekut programmi võrdlussumma korrigeerimiseks, kui järgmine mitmeaastane finantsraamistik on vastu võetud;***

Justification

Le montant de référence financière ne peut pas être fixé tant que les perspectives financières ne sont pas adoptées. Une fois cette décision arrêtée, la Commission devra présenter une proposition législative afin de déterminer le montant de référence en tenant compte du plafond correspondant du cadre financier en question

¹ Evaluation a mi- parcours des programmes Media Plus et Media Formation. Membres du Consortium: Media Consulting Group, SECTOR et APRIL.

Ettepanek võtta vastu otsus

Komisjoni ettepanek

Euroopa Parlamendi muudatusettepanekud

Muudatusettepanek 3 Artikli 2 punkt a

a) Käesoleva projekti elluviimiseks on ette nähtud, vastavalt artiklis 1 mainitud perioodile, 1,055 miljonit eurot.

a) Käesoleva projekti elluviimiseks on **soovituslikuna** ette nähtud, vastavalt artiklis 1 mainitud **seitsmeaastasele** perioodile **alates 1. jaanuarist 2007**, 1,055 miljonit eurot.

Justification

Le montant de référence financière est indicatif jusqu'à ce que les perspectives financières soient adoptées. Une fois cette décision arrêtée, la Commission devra présenter une proposition législative afin de déterminer le montant de référence en tenant compte du plafond correspondant du cadre financier en question (voir l'amendement à la résolution législative).

Muudatusettepanek 4 Artikli 9 lõige 3 a (uus)

3 a) Abikõlblikkuse kriteeriumide ning esitatavate ja täidetavate dokumentide osas peab komisjon järgima proportsionaalsuse põhimõtet.

Justification

Compte tenu de la volonté du programme de faciliter l'accès aux PME, une simplification des procédures est nécessaire afin de les rendre plus flexibles et de faciliter l'accès au programme.

Muudatusettepanek 5 Artikli 10 lõike 2 punkt d a (uus)

d a) ettepanekud projektide valimise kohta;

Justification

Les propositions de la Commission pour la sélection des projets doivent être soumis au comité et ce, dans un souci de transparence et de contrôle démocratique.

Muudatusettepanek 6
Artikli 10 lõike 2 punkt d b (uus)

d b) artiklis 7 sätestatud pilootprojektide valimine.

Justification

Les propositions de la Commission pour la sélection des projets pilotes doivent être soumises au comité et ce, dans un souci de transparence et de contrôle démocratique.

Muudatusettepanek 7
Artikli 10 lõige 3 a (uus)

3 a) Komisjon teavitab korrapäraselt ja õigeaegselt parlamenti ning nõukogu programmi rakendamisest, eriti kättesaadavate vahendite kasutamise osas.

Justification

Les deux branches de l'autorité législative doivent être dûment informées et en temps utile afin d'assurer un suivi et une évaluation efficace du programme.

Muudatusettepanek 8
Artikli 11 lõige 2

2. Juhtudel, kui viidatakse käesolevale lõikele, on kohaldatavad otsuse 1999/468/EÜ artiklid 4 ja 7. Otsuse 1999/468/EÜ artikli 4 lõikes 3 sätestatud ajavahemikuks kinnitatakse kaks kuud.

välja jäetud

(Antud muudatus laieneb kogu menetluses olevale õigusloomega seotud tekstile; muudatuse vastuvõtmisel tuleb vastavad kohandused sisse viia kogu tekstis, eriti artikli 10 lõikes 2, artiklis 15 ja lisa jaotise 2

punktis 1.1).

Justification

La procédure consultative constitue l'approche traditionnelle de la commission des budgets afin d'assurer l'efficacité des procédures. Il s'agit d'un amendement horizontal qui affecte aussi les articles 10(2), 15, et le point 1.1 du titre 2 de l'annexe.

Muudatusettepanek 9
Artikli 14 lõike 1 esimene taane

1. Komisjon tagab **programmi regulaarse seire. Seire- ja hindamisprotsessi tulemusi võetakse arvesse programmi elluviimisel.**

1. Komisjon tagab, **et käesoleva otsusega ette nähtud tegevuse kohta teostatakse eelnev hindamine, kontroll ning järelhindamine. Komisjon tagab programmi juurdepääsetavuse ja rakendamise läbipaistvuse.**

Justification

Considère importante l'assurance du contrôle démocratique à travers un suivi et une évaluation du programme en temps opportun.

Muudatusettepanek 10
Artikli 14 lõige 3

3. Komisjon esitab Euroopa Parlamendile, nõukogule, majandus- ja sotsiaalkomiteele ja regioonide komiteele:

a) Hinnangulise vahearuande saadud tulemuste ja programmi elluviimise kvalitatiivsete ja kvantitatiivsete aspektide kohta **hiljemalt 31. detsembriks 2010;**

b) Teatise programmi jätkamise kohta **hiljemalt 31. detsembriks 2011;**

(c) Ex post hinnangulise aruande **hiljemalt 31. detsembriks 2015.**

3. Komisjon esitab Euroopa Parlamendile, nõukogule, majandus- ja sotsiaalkomiteele ja regioonide komiteele:

a) Hinnangulise vahearuande saadud tulemuste ja programmi elluviimise kvalitatiivsete ja kvantitatiivsete aspektide kohta **kolm aastat pärast programmi vastuvõtmist;**

b) Teatise programmi jätkamise kohta **neli aastat pärast programmi vastuvõtmist;**

c) **üksikasjaliku** ex post hinnangulise aruande **programmi rakendamise ja tulemuste kohta selle elluviimise lõpus.**

Justification

Considère importante l'assurance du contrôle démocratique à travers un suivi et une évaluation du programme en temps opportun.

MENETLUS

Pealkiri	Ettepanek võtta vastu Euroopa Parlamendi ja nõukogu otsus toetusprogrammi rakendamise kohta Euroopa audiovisuaalsete toodete sektoris (MEDIA 2007)
Viited	KOM(2004)0470 – C6-0093/2004 – 2004/0151(COD)
Vastutav komisjon	CULT
Nõuandev komisjon istungil teada andmise kuupäev	BUDG 15.9.2004
Tõhustatud koostöö	jah
Arvamuse koostaja nimetamise kuupäev	Brigitte Douay 31.1.2005
Arutamine komisjonis	13.7.2005
Muudatuste vastuvõtmise kuupäev	0.0.0000
Hääletuse tulemused	poolt: 14 vastu: 0 erapooletuid: 1
Lõpphääletuse ajal kohal olnud liikmed	Brigitte Douay, Bárbara Dührkop Dührkop, Salvador Garriga Polledo, Ingeborg Gräßle, Nathalie Griesbeck, Catherine Guy-Quint, Anne Elisabet Jensen, Wiesław Stefan Kuc, Janusz Lewandowski, Vladimír Maňka, Nina Škottová, Helga Trüpel, Yannick Vaugrenard, Kyösti Tapio Virrankoski
Lõpphääletuse ajal kohal olnud asendusliikmed	Lidia Joanna Geringer de Oedenberg
Lõpphääletuse ajal kohal olnud asendusliikmed (art 178 lg 2)	